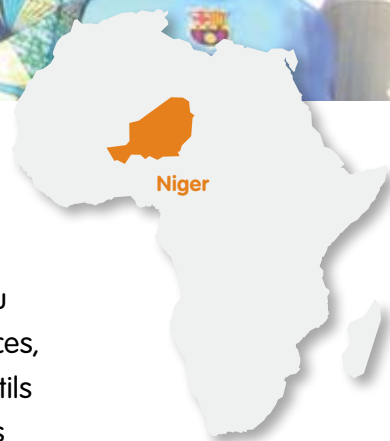


Gestion des Connaissances et Apprentissage sectoriel en matière d'Eau potable, Hygiène et Assainissement au Niger



Une enquête menée auprès des acteurs du secteur AEPHA révèle que la promotion et l'appui à la gestion des connaissances et à l'apprentissage sectoriel nécessitent (i) le renforcement de l'appropriation et du leadership au niveau national de l'apprentissage sectoriel et de la gestion des connaissances, (ii) le renforcement des capacités nationales en matière d'élaboration des outils d'apprentissage sectoriel et pour favoriser l'adaptation des compétences des acteurs aux évolutions des technologies et des stratégies d'intervention.

INTRODUCTION

Générer, collecter et partager les connaissances organisationnelles en matière d'eau et d'assainissement sont des éléments cruciaux pour améliorer la qualité, l'équité et la durabilité des services Adduction d'Eau Potable, Hygiène et Assainissement (AEPHA). Pour garantir l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous, il faut que les gouvernements et les acteurs du secteur fondent leurs décisions et leurs actions sur les meilleures informations disponibles pour garantir les meilleurs résultats, et agir aussi efficacement que possible.

Le partenariat UNICEF-IRC (2015-2017) vise à soutenir 11 pays d'Afrique de l'ouest et du centre (AOC) dont le Niger, dans des projets de Gestion des Connaissances et d'Apprentissage Sectoriel (GCAS), afin d'assurer que les enseignements soient diffusés et mis à profit pour la fourniture de services AEPHA durables et équitables. Le partenariat vise également à renforcer les capacités organisationnelles au niveau régional pour faciliter les échanges d'informations sur l'AEPHA entre les pays d'AOC.

La première composante de ce partenariat est l'évaluation des capacités de GC et d'AP dans la région. Il s'agit principalement d'effectuer, en collaboration avec 11 bureaux pays de l'UNICEF, une évaluation des capacités et du potentiel de GC à travers la région.

L'EVALUATION AU NIGER

L'enquête au Niger a eu lieu entre le 25 et le 27 août 2015 auprès de 14 répondants, représentant la diversité des organisations intervenant dans le secteur : acteurs gouvernementaux, bailleurs de fond, ONG nationales et internationales, secteur universitaire et secteur privé.

Les résultats ont été validés lors d'un atelier regroupant les parties impliquées, en février 2016.

PRATIQUES D'APPRENTISSAGE SECTORIELLES

L'apprentissage sectoriel fait référence aux processus conduisant à l'apprentissage par et entre les différents acteurs de l'AEPHA. L'évaluation de la gestion des connaissances et de l'apprentissage sectoriel s'est penchée sur les échanges au niveau national, régional et mondial.

Apprentissage et partage au sein du pays (réseaux, manifestations et visites d'études)

La majorité des répondants affirment avoir connaissance des plateformes ayant la gestion des connaissances et l'apprentissage sectoriel comme stratégie et les plus connus sont le Centre de Formation aux Techniques de l'Eau et de l'Assainissement (CFTEA) et la coalition WASH.



Salle de cours du Centre de Formation aux Techniques de l'Eau et de l'Assainissement (CFTEA)

Existe-t-il des réseaux, plateformes et/ou organisations d'AEPHA dans le pays dont l'une des principales stratégies est l'apprentissage?

● non ● ne sais pas ● oui

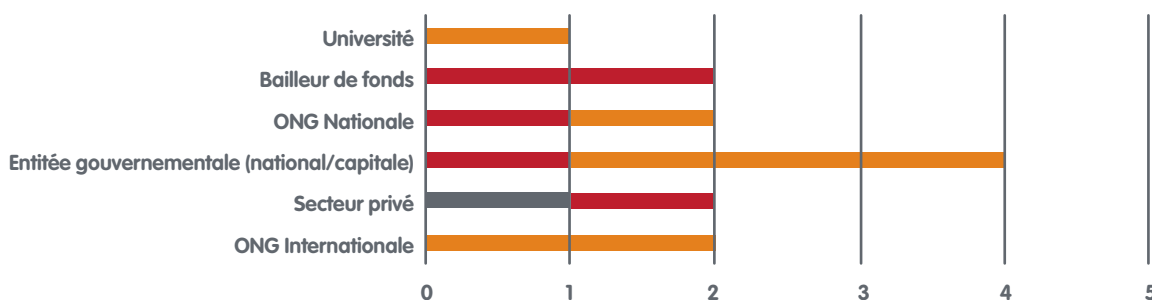


Figure 1: présences de réseaux, plateformes et/ou organisations dont l'apprentissage est l'une des principales stratégies dans le pays par type d'organisation

En complément, le secteur organise régulièrement des manifestations d'échange (ateliers, conférences), qui constituent des opportunités pour créer des contacts, renforcer les réseaux, et acquérir de nouvelles connaissances pour les participants et les organisations.

Par ailleurs, les organisations interrogées programment souvent des voyages d'étude ou de terrain et le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Mali et le Ghana sont les principales destinations pour des voyages d'étude. Les bénéfices cités par les répondants incluent la création de nouvelles connaissances et d'opportunités ainsi que la constitution de contacts et le renforcement de leur réseau.

Apprentissage et partage au niveau régional et international

Environ la moitié des répondants affirment participer souvent à des manifestations régionales et mondiales (réunions, ateliers, forum mondial de l'eau) et contribuer sensiblement plus aux événements régionaux que mondiaux. Les principaux bénéfices cités par les répondants portent sur la création de nouvelles connaissances, de contacts et d'opportunités pour les organisations.

Les besoins thématiques en information

Assurer la pérennité des services est le thème le plus en demande par les répondants, suivi par celui des services d'eau domestiques, la chaîne d'approvisionnement et l'auto-approvisionnement. En parallèle, l'information est disponible en quantité suffisante et facilement accessible sur les thèmes des points d'eau et des systèmes d'adduction d'eau potable. Il existe donc une inadéquation entre l'offre et la demande thématique en information.

La revue sectorielle conjointe

Le travail de votre organisation est-il impacté par l'examen sectoriel conjoint ?

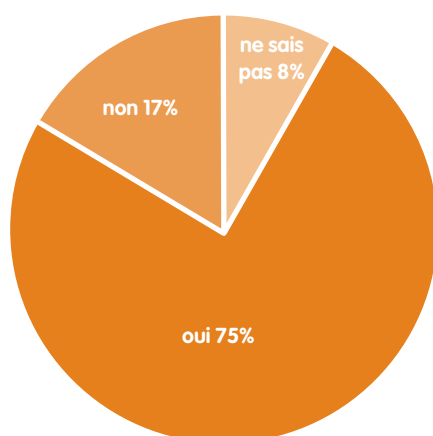


Figure 2: Impact de l'examen sectoriel conjoint

La majorité des répondants participent de façon systématique à la revue sectorielle annuelle et affirment être impliqués dans son organisation. Les répondants indiquent que la revue conjointe a un impact sur leur travail, en permettant un partage des réussites, des recommandations, ainsi que la mise à jour de données.

PRATIQUES DE GESTION DES CONNAISSANCES INDIVIDUELLES ET ORGANISATIONNELLES

La Gestion des Connaissances et l'Apprentissage Sectoriel ne peuvent être efficaces que si d'une part, les attitudes et les comportements des individus les rendent possibles et d'autre part les organisations mettent en place une stratégie et des activités de Gestion des Connaissances pour améliorer leurs performances.

Accès aux informations

Le secteur dans son ensemble interagit sur une base mensuelle. Les représentants de bailleurs et des entités gouvernementales interagissent sur une base hebdomadaire tandis que les universités, les ONG internationales et les bailleurs obtiennent l'information dont ils ont besoin à une fréquence quotidienne par le biais d'emails et de conversations téléphoniques.

Les principaux canaux d'échange d'information utilisés par tous les répondants sont les réunions thématiques. En complément, les ONG internationales et les entités gouvernementales utilisent les sites Web et les réseaux sociaux (Facebook et Twitter) qu'ils utilisent sur une base quotidienne pour obtenir et partager de l'information. Dans l'ensemble, les bailleurs et les ministères restent les principaux interlocuteurs des organisations interrogées.

Les documents sur les politiques, les directives, ainsi que les données sectorielles sont les trois types de produits de savoir disponibles en quantité suffisante tandis que les vidéos, les nouvelles et les images sont les moins disponibles.

Conditions propices au niveau organisationnel

La majorité des organisations disposent d'une stratégie de communication et certaines d'un budget associé. Cependant, 20% des entités gouvernementales, 50% des ONG et le répondant du secteur privé enquêtés n'en possèdent pas. Des postes spécifiques à la gestion des connaissances existent et sont occupés dans d'autres organisations, notamment l'Association des Municipalités du Niger (AMN), le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (MH/A), le Ministère de la Santé Publique (MSP), l'Association Néerlandaise d'Assistance au Développement (SNV), le Réseau des Journalistes du secteur de l'Eau, de l'Hygiène et de l'Assainissement (REJEA) et le Bureau d'Evaluation Environnementale et des Etudes d'Impact (BEEI). Toutes les organisations ayant répondu à l'enquête favorisent le partage de l'information à l'interne.

Capacités de gestion des connaissances

Tous les répondants ont contribué à au moins un produit d'information et personnellement à la rédaction de plusieurs textes. Les compétences managériales, en linguistiques et en communication sont les trois compétences qui suscitent le plus d'intérêt de la part des répondants.

Les besoins cités par les organisations pour améliorer la gestion des connaissances vont du matériel informatique (ordinateurs et internet) pour les organisations gouvernementales, les universités, les ONG nationales et internationales, le temps et la

formation pour le secteur privé et l'adoption de politiques internes pour les bailleurs.

Recommandations

Les principales recommandations de l'étude et de la réunion de validation de février 2016, en vue d'une amélioration des performances du secteur en matière de gestion des connaissances sont résumées ci-dessous :

- Renforcement de l'appropriation et du leadership au niveau national de l'apprentissage sectoriel ;
- Amélioration et adaptation des approches, méthodologies et outils utilisés dans le pays suite à un processus d'apprentissage et de réflexion systématique et continu ciblant les parties prenantes du secteur ;
- Acquisition de connaissances et d'enseignements et renforcement de l'appropriation et du leadership au niveau national de la gestion des connaissances;
- Renforcement des capacités nationales en matière de consignation des expériences, d'analyse, d'extraction d'enseignements des données et d'innovation dans le domaine de l'AEPHA ;
- Amendement du rapport pays suite à l'intégration des observations formulées durant la réunion de validation;
- Mise en place du groupe de travail chargé d'élaborer un plan d'actions sur la gestion des connaissances (GC) et l'apprentissage sectoriel (AS).

RECOMMANDATIONS ET PLAN D'ACTION

L'étude conclut sur la nécessité d'appuyer le secteur de la GC et AS au Niger par le biais d'une amélioration de la gouvernance et des institutions, un renforcement des capacités et le développement d'outils.

Améliorations de la gouvernance et des institutions dans le domaine de l'AEPHA.

Les structures en charge des statistiques et de la gestion de la base des données devraient être appuyées sur les activités suivantes :

- Conception de méthodologies de collecte des données statistiques ;
- Conception la réalisation d'enquêtes statistiques
- Collecte, du traitement et de l'analyse des données statistiques
- Elaboration des annuaires statistiques ;
- Suivi des travaux d'inventaire et de cartographie des ouvrages
- Analyse, traitement et stockage de toutes les données et informations relatives aux ressources en eau.

Les structures en charge des archives, de l'information, de la documentation devraient être appuyées sur les activités suivantes :

- Collecte, traitement et mise à disposition des utilisateurs de toutes informations ou documentations relatives à l'hydraulique, l'hygiène et l'assainissement ;
- Elaboration et mise en place un système de communication interne et externe ;

- Collecte et archivage des rapports périodiques et rapports annuels d'activités de tous les acteurs du secteur ;
- Collecter et archivage des rapports de mission, de mémoires et thèses dans le domaine de l'hydraulique, l'hygiène et l'assainissement ;
- Conservation de la documentation conformément aux dispositions de la loi sur les archives au Niger ;
- Coordination des activités des unités d'information documentaire.

Les structures en charge de l'apprentissage sectoriel devraient être appuyées sur les activités suivantes :

- Formation, recyclage et perfectionnement des acteurs ;
- Mise en œuvre des études et des recherches dans le secteur

En complément d'un appui aux structures, il est recommandé d'assurer :

- Une connexion internet suffisante ;
- Des formations à l'utilisation des sites WEB, e-mail, Skype, réseaux sociaux ;
- La participation des organisations aux manifestations nationales, régionales et mondiales (Revue sectorielle Annuelle, Forum MH/A-Collectivités territoriales, Forum de haut niveau d'EAA, Forum Mondial de l'Eau) ;
- La formation en GC pour le secteur privé ;
- Une adoption de politiques internes de la part des bailleurs.

Développement des capacités

Les objectifs du développement des capacités en matière de GC-AS sont les suivants :

- Renforcer les compétences des acteurs pour une meilleure performance ;
- Favoriser l'adaptation des compétences des acteurs aux évolutions des technologies et des stratégies d'intervention;
- Mettre en place un mécanisme pour une pratique courante de la formation continue des acteurs.

Le développement des capacités se fera à travers des formations continues de courte durée. Leur durée va de quelques heures à quelques jours.

Le web est devenu un des principaux supports d'information et de communication. Son coût d'accès quasi-nul, sa généralisation dans les institutions, son seuil d'exposition élevé, les immenses possibilités de réactualisation des informations qu'il offre, son caractère multimédia (son, images et écrit) font du web l'instrument de communication par excellence pour se faire connaître, nouer de nouveaux contacts et adresser des messages informatifs. Le site web qui sera installé aura des liens avec d'autres sites similaires.

Les rubriques suivantes seront prévues : l'adresse du réseau ; la présentation du réseau ; les nouvelles du secteur au Niger, les publications ; l'annuaire des membres ; une zone de discussions entre les membres; des liens utiles; des contacts. La réalisation du site requiert l'identification d'un prestataire, la création, la réservation et l'achat du nom de domaine, le développement du site et la rédaction de son contenu, sa mise en ligne, la déclinaison promotionnelle de l'adresse du site sur tous les supports relatifs au réseau. Une formation des acteurs et plateformes sera nécessaire (au niveau régional et sous régional (AMCOW, EAA, etc.), des centres de formation).

Développement d'outils d'apprentissage sectoriel

L'amélioration de la collecte d'information, de sa gestion et de sa diffusion sont les principaux canaux permettant l'apprentissage sectoriel. Il est recommandé l'amélioration de la collecte d'information par le biais des activités suivantes:

- Révision et référencement de la documentation existante ;
- Réalisation d'enquêtes de terrain (analyses d'eau, situation GPS, profondeur du niveau d'eau) et observations qualitatives;
- Entretiens personnels avec un échantillon représentatif de la communauté ;
- Entretiens avec informateurs-clés (professeurs, autorités locales, personnel de santé, responsables de points d'eau) ;
- Evaluation rurale participative connue sous l'acronyme PRA (Participatory Rural Appraisal) en groupes de discussion focalisée.

RÉFÉRENCES

UNICEF Niger, 2016. Rapport Évaluation de la pratique actuelle au Niger (non publié)

À PROPOS DE CETTE NOTE D'INFORMATION

Ce rapport a été produit par UNICEF Niger, en collaboration avec IRC (2016) pour le partenariat UNICEF –IRC sur la gestion des connaissances et l'apprentissage sectoriel.

Contact

UNICEF Niger

Boite Postale 12.481, Niamey

Togota Sogoba, WASH Specialist, tsogoba@unicef.org, ++227 20 72 28 40/41

2016